

Le Président



Paris, le 27 Janvier 2010

Monsieur le Président de la République,

Vous présidez au Palais de l'Elysée jeudi 28 janvier une conférence consacrée aux déficits publics à laquelle vous avez invité les représentants des associations de collectivités territoriales dont l'ARF.

J'ai le regret de vous informer, au nom de l'Association des Régions de France que nous ne serons pas présents à cette conférence.

En effet, comme les autres niveaux de collectivités territoriales, nous ne sommes pas responsables des déficits publics de la France, générés à près de 90% par la seule dette de l'Etat. La dette des Régions ne représente qu'1,2% de la dette publique de la France. Les régions ont reçu, en 2009, 7% de la fiscalité locale et seulement 2% de la fiscalité nationale.

Les budgets des Régions sont en équilibre, comme le Code général des collectivités territoriales les y oblige.

Leurs dépenses de fonctionnement ne représentent que 11% du total des budgets de fonctionnement des collectivités territoriales.

Malgré le transfert des TOS, qui a multiplié par cinq leurs effectifs, les Régions ne représentent que 5% des effectifs totaux de la fonction publique territoriale. Entre 2004 et 2009, les effectifs régionaux ont augmenté de près de 57 000 agents pour trois raisons :

- 50 898 agents ont été transférés par l'Etat, du fait de la décentralisation
- 2 141 agents ont dû être titularisés ou recrutés par les régions, après transfert, pour respecter le droit (ce que ne faisait pas l'Etat)
- 3 924 agents ont été recrutés volontairement (seulement 5% d'évolution en 6 ans !!), par les régions, pour améliorer le service public (notamment réduire le nombre de jours d'absence avant remplacement) et assurer la gestion des compétences transférées.

Leurs budgets sont en équilibre,

- Malgré des charges de plus en plus lourdes qui résultent des transferts de services publics en piteux état, du désengagement financier de l'Etat qui les oblige à pallier son absence, malgré l'obligation qui leur est faite de cofinancer des investissements hors de leurs compétences comme les LGV ou le Plan Campus.
- Malgré la baisse de leurs ressources, résultant d'une fiscalité peu dynamique et inadaptée.

La réforme de la taxe professionnelle, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, va d'ailleurs leur supprimer toute initiative fiscale.

Dans le même temps, les Régions sont de plus en plus appelées à répondre aux sollicitations financières de l'Etat hors compétences et hors Contrats de Projets, que ce soient pour de nouvelles lignes à grande vitesse, pour le Plan Campus, pour des routes d'intérêt national, le logement, la rénovation urbaine, le tourisme.

A l'inverse de celui de l'Etat, l'endettement des Régions est consacré uniquement à des dépenses d'investissement, jamais à des dépenses de fonctionnement.

En 2009 les Régions ont investi 22,8 milliards d'euros, soit 382 euros par habitant dans des domaines essentiels pour les français: l'éducation, la formation, l'emploi, les transports collectifs et le développement durable.

La totalité des Régions emprunte en un an ce que l'Etat emprunte en une semaine. Par sa politique budgétaire et fiscale, le gouvernement a creusé des déficits qu'il demande maintenant aux collectivités territoriales de combler.

Certes, les déficits publics sont un immense problème et une véritable menace pour l'avenir de notre pays. C'est pour cela que l'ARF est ouverte à une discussion de fond quant à une clarification des compétences entre les Régions et l'Etat. Ce dernier est aujourd'hui le principal acteur des financements croisés.

Les Régions quant à elles, sont prêtes à cette clarification, à expérimenter des compétences nouvelles, à deux conditions toutefois:

- Que les chefs de file des politiques publiques soient clairement identifiés,
- Qu'une véritable réforme fiscale permette aux Régions d'être dotées de ressources dynamiques grâce à une fiscalité dont elles seraient responsables devant les électeurs.

Les français ont besoin de services publics nationaux et locaux forts, comme la gestion de la présente crise l'a confirmé.

Après une réforme fiscale qui les étouffe financièrement, une réforme territoriale qui les fragilise, les ramène trente ans en arrière à l'ère de l'établissement public régional et entend les priver de légitimité démocratique, les Régions ne peuvent endosser la responsabilité de déficits qu'elles ne concourent pas à aggraver.

Les Régions souhaitent vivement que nous sortions de cette contradiction majeure: l'Etat ne cesse de critiquer la dépense publique, en particulier celle des collectivités territoriales dont les Régions, et en même temps il ne cesse de demander leur concours pour financer ses propres compétences.

Les Régions demandent un véritable dialogue démocratique entre l'Etat et les collectivités accompagnant une véritable décentralisation, seule capable de sortir la France de la crise !

Nous espérons que ces éléments retiendront toute votre attention et nous vous prions d'agrèer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Al Rousset', written over a horizontal line that extends to the left.

Alain ROUSSET

**Monsieur Nicolas SARKOZY**  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS